



Lettre n° 196 du 20 juin 2021

Au sommaire :

- **Régionales, des élections pour arbitrer entre politiciens au service de l'ordre capitaliste. Pour changer le monde, prenons nos affaires en main** - *Galia Trépère*
- **Pour répondre à la faillite de la classe capitaliste, imposer le contrôle des travailleurs pour changer le monde** - *Daniel Minvielle*
- **De « L'Amérique d'abord » à « L'Amérique est de retour », la même logique militariste de la concurrence et des rivalités capitalistes mondialisés** - *Yvan Lemaitre*

Régionales, des élections pour arbitrer entre politiciens au service de l'ordre capitaliste. Pour changer le monde, prenons nos affaires en main

A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas les résultats des élections régionales si ce n'est que, sans surprise, les abstentionnistes sont les grands vainqueurs de ce scrutin dont la campagne s'est déroulée dans l'indifférence générale. Personne n'attend rien de ces joutes électorales très éloignées des préoccupations du monde du travail à travers lesquelles les politiciens se disputent postes et sinécures pour eux et leurs amis, multipliant des promesses auxquelles personne ne croit. Les uns comme les autres sont au service de l'ordre établi, celui de la propriété capitaliste, du fric qu'ils baptisent la République.

Si nous ne savons pas encore comment s'opérera la répartition des places, les rapports de force entre les partis institutionnels, nous connaissons la tendance générale qui, elle, est déterminée par la réalité des rapports de force entre les classes, entre les commanditaires et mentors des politiciens et la classe travailleuse, entre ceux qui s'approprient les fruits du travail humain et ceux qui les produisent.

Force est de constater que ce rapport de force se dégrade au profit des premiers, les détenteurs du capital, de la finance, des usines, des chaînes de commerce et de distribution au détriment de la majorité de la population. L'offensive qu'ils mènent sur le plan social s'accompagne d'une offensive politique réactionnaire visant à étouffer la révolte et la colère du monde du travail et qui profite à l'extrême droite, qui, probablement, pour la première

fois pourrait, au deuxième tour, gagner la tête d'au moins une région.

Droite extrême et extrême droite

De LREM au RN en passant par LR, les politiciens de droite et d'extrême droite se disputent le titre des meilleurs représentants de cette offensive. Tous ont mis en tête de leur campagne la « sécurité » qui serait devenue aux dires des instituts de sondage et des grands médias, la préoccupation n°1 de la population. Pas l'insécurité sociale, la vie au jour le jour à cause du manque d'argent, du chômage, de la précarité, l'angoisse pour son avenir ou celui de ses enfants ! Non, l'insécurité créée par une petite délinquance, les trafics de drogue, les « incivilités », les règlements de comptes entre bandes rivales dans les cités de banlieue, une violence certes réelle mais fantasmée à coups de titres à sensation dans la presse écrite et radio-télévisée. Le remède selon les candidats de l'ordre et du rétablissement de l'autorité ? Le renforcement des forces de police ou assimilées, des dispositifs accrus de surveillance, des sanctions plus lourdes... Qui serait responsable de la délinquance, des vols à la tire dans les gares et métros en Ile de France ? « *Les mineurs isolés, le plus souvent étrangers* », répond sans sourciller Valérie Pécresse, qui préconise de les renvoyer dans leur pays. Il ne leur vient pas à l'idée que ladite insécurité dont ils nourrissent leur propagande xénophobe et raciste, leur mépris social aussi, se développe sur le terreau de la régression sociale

généralisée dont leur politique au service des puissances de l'argent est seule responsable.

La décomposition de la gauche

LREM subit, du fait du discrédit de Macron, une défaite beaucoup plus douloureuse que la gifle reçue par leur patron la semaine dernière, au profit de LR et du RN qui pourraient faire à eux deux plus de la moitié des suffrages exprimés. Face à leur campagne réactionnaire, sécuritaire et xénophobe, la gauche, quand elle ne leur emboîte pas le pas comme lors de la manifestation des policiers, est inaudible, qu'elle soit divisée ou non ou un peu moins en intérêts politiques rivaux. Elle est, au mieux, impuissante parce qu'elle s'inscrit dans le même cadre politique de la République des riches et des possédants que la droite et l'extrême droite. Cette gauche ne veut surtout pas être taxée d'« angélisme » et prend prétexte des légitimes inquiétudes de la population pour capituler et rentrer dans le rang des défenseurs de l'ordre établi. C'est bien sûr l'inverse qu'il faut faire, rompre avec des politiques faillies pour remettre en cause la mainmise des groupes

industriels et financiers sur l'économie et la société, la propriété privée capitaliste, condition indispensable pour répondre aux besoins de bien-être et de démocratie de la majorité de la population.

Ne soyons pas abstentionnistes pour nous organiser et préparer l'affrontement avec le pouvoir économique et social

Il est impossible en effet d'espérer obtenir la satisfaction des revendications les plus fondamentales sans que les travailleurs prennent en main leurs propres affaires, leurs luttes, et imposent leur contrôle démocratique sur tous les secteurs de l'économie, exproprient les banques et les sociétés de finance pour les réunir en un seul monopole public bancaire, posent autrement dit la question du pouvoir, de qui dirige la société pour en finir avec un ordre social injuste, inégalitaire qui conduit la société à la catastrophe.

Galia Trépère

Pour répondre à la faillite de la classe capitaliste, imposer le contrôle des travailleurs pour changer le monde

Parler de faillite du capitalisme peut sembler hors de propos alors que les Bourses n'ont jamais connu une telle période de croissance rapide et continue depuis l'effondrement brutal de mars-avril 2020, au début des mesures contre la pandémie. Le paradoxe n'est qu'apparent. L'exubérance est d'autant plus folle sur les marchés financiers, en particulier les Bourses d'actions, qu'elles offrent aux grandes institutions financières, par le trading frénétique qu'elles pratiquent, des rendements pour leurs capitaux impossibles à obtenir dans les investissements productifs dans une économie en panne de croissance. C'est pourquoi Wall-Street, Euronext et cie ont depuis longtemps rattrapé leurs pertes et atteignent des records, tout comme le CAC40 et les autres indices boursiers. Les introductions en Bourse de nouvelles entreprises se multiplient, à la recherche de capitaux frais sur des marchés financiers qui en regorgent, alimentés par les centaines de milliards gratuits déversés tous les mois par les banques centrales.

Signe de la dépendance des marchés financiers aux politiques monétaires des banques centrales, Wall-Street a connu une légère baisse cette semaine alors que se réunissait le comité directeur de la banque fédérale américaine, la FED. Cette dernière, confrontée à des signes de reprise de l'inflation – hausse de 5 % des prix à la consommation aux USA en mai - allait-elle relever ses taux directeurs ? Allait-elle mettre fin ou réduire sa politique de rachat d'obligations ? La FED a effectivement annoncé qu'elle comptait remonter ses taux dès 2023 au lieu de 2024, l'économie US devant prétendument connaître une « reprise spectaculaire » et l'inflation rester sous contrôle. Par contre, elle

va poursuivre sa politique de rachat d'obligations, ce qui a permis à Wall Street de retrouver sa sérénité...

Comme on pouvait s'y attendre, la FED, comme la BCE ici, poursuit le maintien sous perfusion du monde de la finance. Il s'agit de « rassurer les marchés », éviter ou tout au moins retarder l'explosion inévitable d'une bulle spéculative boursière sans précédent, menace à laquelle s'ajoute celle d'une nouvelle crise de la dette, publique comme des entreprises, dont les montants dépassent de beaucoup ceux qui avaient déclenché la crise de 2007-2008. Cette politique contribue en même temps à alimenter une folie spéculative qui semble n'avoir aucune limite, contribuant ainsi à aggraver les risques de krach. C'est un cercle vicieux auquel les politiques monétaires sont incapables d'échapper, un des éléments de la marche à la faillite du capitalisme.

Une « reprise » aux perspectives calamiteuses

Les perspectives de reprise annoncées par la FED ainsi que par la propagande autour des plans de relance de Biden sont fortement tempérées par un rapport récent de la Banque mondiale. Elle a revu à la hausse ses prévisions de croissance mondiale pour 2021, 5,6 % au lieu de 4,1 %, tirée par quelques « économies majeures », en particulier la Chine (8,5 %). Mais ces chiffres masquent de profondes disparités, aussi bien au sein des pays riches où l'écart de richesse entre riches et pauvres se creuse, qu'entre pays riches et pauvres : « les économies avancées vivent leurs meilleurs jours, les pays à faible revenu les pires ».

A l'horizon de 2022, le PIB mondial serait inférieur de 2 % aux projections d'avant pandémie. 90 % des pays avancés retrouveraient leur niveau de PIB d'alors, pour 1/3 seu-

lement des pays en développement. Les populations des pays pauvres et en développement subissent par ailleurs les conséquences d'une forte augmentation des prix alimentaires, 37 % sur un an, résultat d'une recrudescence de la spéculation sur les marchés des matières premières. Selon les statistiques de la Banque mondiale, 165 millions de personnes « souffraient de la faim » en 2020, 30 millions de plus que l'année précédente, tandis que le nombre de personnes vivant avec moins de 1,9 dollar par jour a augmenté de 125 millions.

Les politiques protectionnistes menées « coûte que coûte » par les Etats les plus riches pour permettre à leur bourgeoisie de traverser la crise sanitaire avec le minimum de dégâts se traduisent par une aggravation des inégalités et une explosion de la misère qui ne peuvent qu'accroître la vague internationale de révolte qui secoue le monde depuis une décennie. Une perspective à laquelle le monde de la finance se prépare à faire face.

« L'âge des désordres est devant nous »

Fin septembre 2020, la Deutsche Bank écrivait un rapport, « *L'âge des désordres* », dont une analyse succincte est accessible sur le site « Terrestres », « *La fin du monde vue par le capital financier* » [1]. Les spécialistes de la banque prennent acte de la fin des quatre décennies de « mondialisation heureuse » au cours desquels le capital financier a connu une accumulation sans précédent, dans « *les meilleures conditions possibles* » ... C'était « *une fin annoncée* », écrivent-ils, mais qui a été précipitée par la pandémie et qui débouche sur l'avènement d'une « *ère du désordre* » menaçant « *les valorisations financières et les équilibres conquis par le capital* ». D'où ce rapport destiné à aider les riches parasites de ce monde « *à défendre leurs positions menacées sur plusieurs fronts ainsi que leur vision du monde* ». Une « vision du monde » où ils se voient bien sûr au sommet de l'édifice, tirant les ficelles de l'économie mondiale pour en extraire le maximum de profits...

Parmi leurs préoccupations : une nouvelle donne géopolitique défavorable à la mondialisation des échanges, dans laquelle l'Europe perd du terrain face à l'affrontement Chine – USA ; les privilèges menacés de la bourgeoisie mondiale après l'ouverture de la « *boîte de pandore du financement public* » ; la crainte qu'une reprise de l'inflation associée à une pénurie de « *travail low-cost* » n'entraîne une montée des salaires, donc une baisse des profits...

Mais surtout la crainte des mobilisations populaires « *résultant de la hausse des inégalités de plus en plus intolérables avec la massification de la misère au cœur de l'OCDE dans les mois et les années à venir* ». Les banquiers de la Deutsche Bank voient venir et craignent « *l'affrontement entre la vie et le monde de l'économie* », des « *années de conflit agressif entre ceux qui priorisent l'économie et ceux qui luttent pour l'environnement* ». Prêts à tout pour main-

tenir leurs « valorisations », les auteurs du rapport et ceux qui les mandatent n'ont aucune intention de faire quoi que ce soit contre le dérèglement climatique qui s'opposerait un tant soit peu à leur soif de profit. Leur seule préoccupation est de savoir comment répondre, sur le plan politique, à ces « conflits agressifs », conflits de classe auxquels ils savent ne pas pouvoir échapper. La solution qu'ils envisagent est dans la division des exploités et des opprimés, tenter de regrouper autour d'un programme conservateur, un programme populiste à la Trump, celles et ceux qui, dans les couches populaires, pensent avoir encore quelque chose à perdre, pour les opposer à celles et ceux, en particulier les jeunes, qui savent n'avoir rien à perdre et se mobilisent pour changer les choses.

Les auteurs du rapport de la Deutsche Bank préviennent leurs « clients » : « *voir l'avenir en prolongeant les courbes passées pourraient constituer votre plus grave erreur* ». Ils les incitent à se préparer à une guerre sociale pour la survie du capital financier, à imposer leur « ordre », l'ordre capitaliste, face aux aspirations des pauvres et des jeunes.

Un mode de production en faillite

Dans les faits, la politique préconisée par la Deutsche Bank est déjà à l'œuvre dans bien des pays. Les « désordres » auquel elle tente de faire face sont la conséquence directe des politiques menées par les Etats et les Banques centrales pour maintenir la domination de la minorité de parasites qui dirige l'économie et garantir ses profits.

Les capitalistes et leurs gouvernements auraient en réalité tout intérêt à ce que les mesures qu'ils prennent permettent, tout en assurant les profits, de retrouver la croissance nécessaire pour assurer la stabilité politique, la paix sociale propice aux affaires et à la poursuite de l'exploitation du travail humain. Mais tout démontre qu'il est devenu impossible pour le mode de production capitaliste de maintenir ses profits tout en assurant un minimum à chaque être humain ses moyens de subsistance, se nourrir, se loger, se soigner, etc.

Le mode de production capitaliste, en faillite, ne peut maintenir sa domination et ses profits qu'au prix d'une aggravation de l'exploitation, de la misère de centaines de millions d'individus, des destructions et des menaces économiques, sanitaires, écologiques, militaires qu'il fait peser sur l'humanité. Confronté aux conséquences sociales et politiques que cela implique, il y répond par une escalade répressive, antidémocratique et réactionnaire qui ne peut en retour qu'exacerber la révolte sociale.

Le pouvoir des travailleurs pour changer de mode de production

Pas plus que les patrons conseillés par la Deutsche Bank, nous ne pouvons continuer à « *voir l'avenir en prolongeant les courbes passées* ». Les capitalistes financiers nous le disent eux-mêmes, ils ne se préparent pas à « *poursuivre l'agenda libéral* », comme on peut le lire, mais bien à un affrontement de classe dans lequel ils considèrent leur

[1] <https://www.terrestres.org/2021/05/17/la-fin-du-monde-vue-par-le-capital-financier/>

domination, le contrôle qu'ils exercent sur l'économie mondiale, comme un des enjeux.

Non seulement les réponses à la crise écologique dont la pandémie est une manifestation, mais aussi la faillite sociale et économique en cours, la défense des droits de travailleurs ne peuvent trouver de réponse dans le cadre du système. La question qui est posée, c'est celle d'une révolution sociale, la prise de contrôle de l'économie et de la société par ceux qui produisent toutes les richesses, les travailleurs. C'est une nécessité pour en finir avec un mode de production basé sur la propriété privée des capitaux, les lois de la concurrence et des marchés, l'exploitation du travail humain, mettre en place une autre organisation sociale, communiste, basée sur la coopération internationale des travailleurs.

Dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels expliquaient déjà que le capitalisme, dans son développement et de façon totalement involontaire, mettait en place les bases matérielles d'une telle société. Le capitalisme était cependant loin d'avoir épuisé ses capacités de développement quel qu'en soit le prix pour l'humanité. Aujourd'hui, la globalisation mondiale du capitalisme des dernières décennies se traduit par la globalisation de sa forte capacité de nuisance, son pouvoir destructeur, son incapacité à sortir de son impasse historique. Au point que cela masque une autre réalité. La mondialisation, avec l'explosion des nouvelles technologies, a tissé une multitude de liens de communication et de transport entre les grandes multinationales et une myriade de filiales et de sous-traitants. La division du travail et la socialisation de la production et des échanges sont devenues mondiales, la coopération internationale des travailleurs que prévoyait Marx et Engels est devenue un fait patent. Mais cette coopération est soumise au bon vouloir des holdings financières qui les dirigent, et c'est ce qui fait du mode de production capitaliste une machine à broyer, à détruire, à piller.

Libérés de cette mainmise, ces liens innombrables constituent un atout considérable du point de vue des perspectives révolutionnaires. Leur réseau, qui est en même temps humain et matériel, est prêt pour servir de support à la planification démocratique de la production et des échanges. Les outils d'analyse de données dont les GAFAM se servent pour cibler leur clientèle sont toxiques. Mais mis au service de cette planification, ils constitueraient de puissants moyens d'évaluation et de satisfaction des besoins, à l'échelle du monde entier et quasiment en temps réels.

De « L'Amérique d'abord » à « L'Amérique est de retour », la même logique militariste de la concurrence et des rivalités capitalistes mondialisés

Près de cinq mois après son arrivée au pouvoir, Biden est venu, cette semaine, faire la tournée des popotes en Europe. « Mon voyage en Europe est l'occasion pour l'Amérique de mobiliser les démocraties du monde en-

Cette prise de contrôle de la production et des échanges par les travailleurs et les populations suppose en même temps la prise de contrôle des circuits monétaires et financiers. C'est cela qui permettra d'annuler les dettes, d'en finir avec la spéculation par l'abolition des marchés financiers. Et c'est une condition pour orienter la circulation des capitaux, les affecter dans les entreprises en fonction des besoins à satisfaire, et respecter en même temps les contraintes écologiques.

Loin d'être utopique, ce nouvel ordre économique est réalisable d'un point de vue strictement matériel, il est inscrit dans les évolutions techniques et sociales. Les collectifs de travail qui font fonctionner l'ensemble de la structure de production et d'échange se plient actuellement aux exigences de leurs patrons. Mais rien n'empêche, techniquement, qu'ils se « mettent à leur compte », qu'ils décident de placer l'outil de production sous le contrôle de la collectivité, leur contrôle. Franchir ce pas, c'est socialiser les multinationales industrielles et financières, après en avoir exproprié les propriétaires parasites.

Ça suppose une rupture profonde avec l'idéologie dominante, une évolution des consciences qui est déjà en route, dans la « mondialisation de la révolte » qui a commencé dans les années 2010 avec le printemps arabe, les indignés en Grèce, en Espagne, aux USA... Elle a connu une recrudescence en 2019 et elle se poursuit aujourd'hui, confrontée parfois à une répression féroce. Les exigences sont diverses, démocratiques, sociales, pour le droit des femmes, contre le racisme, les discriminations, les violences policières, pour le climat... Mais toutes désignent un même responsable, le capitalisme, le pouvoir destructeur de la finance, des « 1% ».

C'est un front international du refus de l'existant, des exigences d'un autre futur. Il est porteur de l'idée que le capitalisme a fait son temps, que ça ne peut plus durer comme ça, qu'il faut que le monde change... Et il constitue en même temps la seule force capable de mener à bien les changements nécessaires.

La tâche des révolutionnaires, au quotidien comme les jours d'élection, est de diffuser ces idées, aider celles et ceux qui ne se résignent pas à se donner pour objectif la seule mesure capable de changer le monde : prendre, collectivement, démocratiquement le contrôle économique et politique de la société.

Daniel Minvielle

tier »... Les paroles ont changé mais la musique reste la même autour d'une préoccupation : répondre au discrédit des grandes puissances, dont la première d'entre elles après 4 années de Trump, discrédit du capitalisme lui-

même, une préoccupation qui ne peut masquer le fond, contenir et maîtriser les rivalités exacerbées par la concurrence mondialisée au profit de la puissance dominante.

Les chefs d'État se sont tous réjouis, comme rassurés d'un prétendu retour à la normale, voyant dans Biden une « bouffée d'air frais », les mêmes qui, comme Johnson ou Macron, avaient donné le même genre de spectacle ridicule et flagorneur il y a 4 ans avec Trump. Macron s'est félicité « d'avoir un président américain qui fait partie du club et a très envie de coopérer ». « Nous sommes sur la même ligne » lui a répondu celui-ci. Et Merkel désabusée d'ajouter « L'élection de Joe Biden ne signifie pas que le monde n'a plus de problèmes mais nous pouvons travailler à ces problèmes avec un nouvel élan ». Un nouvel élan dans la continuité...

La réponse du G7 à la pandémie est révélatrice. « Les États-Unis sont déterminés à travailler sur la vaccination internationale avec le même sens de l'urgence dont nous avons fait preuve dans notre pays », claironnait Biden. En écho Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a réclamé « un vrai plan pour doubler la capacité de fabrication des vaccins dans le monde. Il s'agit de lever les droits de propriété, mais pas seulement. Il faut aussi aider à la logistique, et faire du transfert de technologie pour aider à la production des vaccins, qui est un processus industriel complexe ». Et, au final, les pays les plus riches du monde promettent de livrer 1 milliard de doses de vaccins aux plus pauvres d'ici à un an. Vacciner 70 % de la population nécessiterait 11 milliards de doses ! La participation au financement total des États-Unis s'élève à seulement 5,5 milliards de dollars, soit moins d'un pour cent de leur budget militaire. Et les grands bénéficiaires en seront les trusts de Big pharma. Le nouvel élan vers une nouvelle coopération multilatérale ressemble à un coup de bluff, la réalité, c'est une guerre commerciale mondialisée dont la politique de vaccination est une sinistre illustration.

Du « comportement déstabilisateur » de la Russie...

Point d'orgue du voyage de Biden, sa rencontre à Genève avec Poutine. « Il n'y avait aucune animosité », dixit Poutine ajoutant que, « les deux parties ont démontré un désir de se comprendre l'une l'autre et de chercher les moyens de rapprocher les positions ». Et Biden de vanter une rencontre « positive », qui n'avait d'autre but que de donner à voir la nouvelle image qu'il souhaite donner à la diplomatie américaine en rupture avec la paranoïa de Trump.

En fait, la seule décision tangible a été le retour à leur fonction des ambassadeurs suspendus en mars après que Biden eut qualifié Poutine de « tueur », le reste relevant de bonne résolution ou d'échange informel : entamer des négociations sur le traité New Start, qui limite les armes nucléaires après son expiration, en 2026 ; propos rassurant sur la militarisation russe dans l'Arctique ou échange sur Nord Stream 2, le chantier de gazoduc russe sous la Baltique ; ou ouverture d'un dialogue en matière de « cybersécurité »...

Le G7 a cependant dans son communiqué final indiqué : « Nous réaffirmons notre appel à la Russie pour qu'elle mette fin à son comportement déstabilisateur et à ses activités néfastes, y compris son ingérence dans les systèmes démocratiques d'autres pays », l'appelant à retirer « les troupes et le matériel militaires à la frontière orientale de l'Ukraine et sur la péninsule de Crimée. Nous restons fermement convaincus que la Russie est une partie au conflit dans l'est de l'Ukraine, et non un médiateur ». Pas de paranoïa, peut-être, mais une pression pour limiter les marges de manœuvre de Poutine avec en ligne de mire ses relations avec la Chine.

... à la Chine, le nouvel empire du mal

Maintien des tarifs douaniers, listes noires d'entreprises chinoises, plan d'investissements dans la recherche et développement pour garder le leadership technologique, Biden fait du Trump à la différence qu'il tient à associer contre la Chine ses alliés au nom de « la démocratie », la vieille rengaine avancée pour couvrir l'expansionnisme impérialiste des USA.

Le communiqué final du G7 dénonce le travail forcé au Xinjiang, exige le respect de l'autonomie de Hongkong, affirme sa vigilance sur la stabilité en mer de Chine avec Taiwan et reprend à son compte le complotisme officiel des USA sur l'origine du virus du Covid-19 à Wuhan.

Affirmant la « responsabilité particulière des plus grands pays et des plus grandes économies dans le maintien du système international fondé sur des règles et du droit international », il poursuit avec « en ce qui concerne la Chine... nous continuerons à nous consulter sur des approches collectives pour contester les politiques et pratiques non marchandes qui nuisent au fonctionnement équitable et transparent de l'économie mondiale.[...] Nous réitérons l'importance de maintenir une région indopacifique libre et ouverte, qui soit inclusive et basée sur l'état de droit. Nous soulignons l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taiwan et encourageons la résolution pacifique des problèmes entre les deux rives. Nous restons gravement préoccupés par la situation dans les mers de Chine orientale et méridionale et nous nous opposons fermement à toute tentative unilatérale visant à modifier le statu quo et à accroître les tensions ».

En résumé, en termes diplomatiques, le G7 désigne la Chine comme fauteur de troubles et une menace. Il a rejoint le projet « Rebâtir un monde meilleur » (Build Back Better World – B3W) lancé par les États-Unis pour contrecarrer celui de la Chine, la « Nouvelle route de la soie » (One Belt, One Road) qui vise à travers de nombreux projets d'infrastructures à étendre son influence. Geste à ce stade plus diplomatique que pratique d'autant que l'offensive de Biden se heurte à bien des réticences dont Macron se voudrait le porte-parole face à l'Allemagne. « Le G7 n'était pas un club hostile à la Chine » a-t-il déclaré, mais « un ensemble de démocraties qui entend travailler avec la Chine sur tous les sujets mondiaux, sur lesquels la Chine est prête à travailler avec nous, qu'il s'agisse du climat, qu'il s'agisse justement d'un vrai réengagement

dans les règles du commerce mondial, qu'il s'agisse des politiques de développement et de la gestion des dettes africaines, etc. ».

En réalité, au-delà du discours et des manœuvres diplomatiques, Biden rencontre la même difficulté que Trump, les diverses interdépendances économiques et commerciales dans un monde économique multipolaire fissurent le bloc des vieilles puissances occidentales.

L'Otan, bras armé contre la Russie et la Chine

Dans la foulée, s'est tenu le 28^{ème} sommet de l'Otan que Macron avait, en 2019, déclaré atteinte de « *mort cérébrale* » et qui semble reprendre vie en s'intégrant dans la stratégie américaine. « *Les tentatives de l'OTAN pour construire un partenariat significatif et impliquer la Russie dans la création d'une architecture de sécurité euroatlantique post-guerre froide ont été repoussées* », notent les conclusions, rappelant l'annexion de la Crimée en 2014. La Russie « *va probablement demeurer la principale menace militaire pour l'Alliance* » d'ici à 2030, ce qui implique une approche de dissuasion et de dialogue pour ne pas la pousser dans les bras de la Chine qualifiée de « *rivale systémique* ». Parallèlement, l'Otan vise à se déployer en Asie...

Mais là encore les intérêts rivaux et les dépendances réciproques alimentent les tensions et les inquiétudes : « *Les divergences politiques dans l'OTAN sont dangereuses, car elles permettent à des acteurs extérieurs, et en particulier à la Russie et à la Chine, d'exploiter les différends dans l'Alliance et de tirer profit d'alliés individuels de façon à mettre en péril leurs intérêts collectifs et leur sécurité* ». Le capitalisme mondialisé multipolaire est d'une grande instabilité et suscite des comportements peu prévisibles que Biden aura bien du mal à maîtriser...

Prolifération nucléaire et budget militaire en hausse...

Le 14 juin, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) a diffusé une revue complète de l'état des arsenaux mondiaux qui montre que, malgré une réduction générale des stocks de têtes nucléaires dans le monde, un plus grand nombre d'entre elles ont été déployées - et donc pas seulement stockées - auprès de forces opérationnelles. Une première depuis la fin de la guerre froide, selon le Sipri, alors que la quasi-totalité de ces armements appartient à la Russie ou aux États-Unis.

Concrètement, les chercheurs estiment que le nombre d'armes nucléaires actuellement déployées est passé de 3 720 à 3 825 entre 2020 et 2021, une hausse répartie à égalité entre les deux pays. Sur ces 3 825, « *environ 2 000 sont maintenues en état d'alerte opérationnelle élevée* », note le rapport. La Russie, de son côté, a aussi augmenté « *son stock nucléaire militaire global d'environ 180 ogives* ».

Ce constat survient alors que Moscou et Washington ont prolongé in extremis, en début d'année et pour cinq ans, le traité sur les armes nucléaires New Start qui limite notamment à 1 550 le nombre d'ogives déployables. Un traité dont la dernière utilité est d'établir un minimum de transparence sur les armements nucléaires sans le moindre engagement des États au moment où l'ensemble des dépenses d'armement explosent dans le monde.

« Rebâtir un monde meilleur » ou la nécessité d'un nouvel ordre social international

Les décisions du G7 ne répondent pas plus à la pandémie ou aux tensions internationales que son engagement début juin d'établir, à une date non précisée, « *un impôt minimum mondial ambitieux* » sur les multinationales, un impôt qui ne dépasserait pas « *15 pour cent sur une base pays par pays* ». Un plan de vaccination dérisoire, des discours creux sur le multilatéralisme, un impôt illusoire, autant de mesures qui prétendent répondre à la colère suscitée dans l'opinion publique à l'égard des super-riches qui se sont gavés pendant la pandémie et ont profité de plans de sauvetage à hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars..., les mesures du G7 sont dérisoires. Elles soulignent l'incapacité de ce système à répondre aux drames auxquels il confronte l'humanité : comment lutter contre le danger croissant de guerre, la menace de pandémie et le réchauffement climatique, la catastrophe sociale et économique en cours ? Face à ces questions soulevées par leur propre politique, la logique de l'économie de marché et du profit, les dirigeants du monde n'ont qu'une réponse, la fuite en avant.

« *La petite clique* » comme la Chine désigne les vieilles puissances capitalistes occidentales, est en réalité divisée sous la pression du développement du marché et de l'économie mondiale. Les grands capitalistes internationaux, les quelques milliers de milliardaires et de multimillionnaires sont reliés entre eux par leurs intérêts financiers, qui ne coïncident pas nécessairement avec les intérêts des grandes puissances qui elles-mêmes sont rivales et interdépendantes. La politique de relance économique de Biden a besoin de l'apport des capitaux venant du monde entier comme elle a besoin du marché mondial tant pour vendre ses produits que pour s'approvisionner en matière première. La Chine, comme la Russie, l'Inde ou le Brésil, aucune nation ne peut échapper aux contraintes de l'économie mondiale devenue un tout.

En réponse à cette évolution du monde, Trump avait engagé une politique de repli national, les USA contre le monde. Biden voudrait rassembler ses alliés occidentaux tout en neutralisant la Russie en isolant la Chine pour maintenir la concurrence dans un cadre qui soit favorable aux USA. Son multilatéralisme est à sens unique, il veut se soumettre l'Europe et neutraliser l'alliance Chine-Russie, mais il ne pourra empêcher le multilatéralisme réel d'une économie mondiale intégrée de faire son œuvre à travers des relations politiques internationales de plus en plus instables.

Ce multilatéralisme économique soumis à la concurrence mondialisée, à la politique des multinationales et des États aggrave les tensions et les déséquilibres, l'instabilité qui engendrent le militarisme. La guerre commerciale et économique engendre les dictateurs imprévisibles et paranoïaques, les Trump et autres Bolsonaro, conduit aux guerres, à la guerre.

Les réponses ne peuvent venir que des populations victimes de ces politiques qui créent les conditions pour que l'opposition de la classe ouvrière se développe.

En même temps que la classe dirigeante attaquait le prolétariat mondial et accumulait toujours plus de capital, elle a opéré une vaste expansion et intégration du sys-

tème de production capitaliste à l'échelle mondiale. Le résultat le plus significatif et le plus révolutionnaire de ce processus - poussé par les avancées stupéfiantes de la science et de la technologie - est la croissance massive de la classe ouvrière mondiale. C'est elle qui détient la clé de la situation.

Sa puissance, combinée aux prodigieux progrès scientifiques et techniques, est porteuse d'un nouvel ordre économique prévisible, planifiable et capable de répondre aux besoins humains, le bien-être, la paix, l'harmonie avec la nature.

Yvan Lemaitre